

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2011

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES CONDENSES	PAGE 12
3	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT	PAGE 32
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 33



les matériaux au cœur de la vie™

Le Conseil d'administration de Lafarge, réuni le 27 juillet 2011 sous la présidence de Bruno Lafont, a statué sur les comptes au 30 juin 2011. L'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le rapport financier semestriel.

Ce rapport semestriel d'activité doit être lu en liaison avec les comptes consolidés intermédiaires condensés (dont la note 10 « Opérations avec les parties liées ») et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2010 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mars 2011 sous le numéro D.11-0163. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution nous expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 "facteurs de risques" du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les six mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, tels que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

1.1 Chiffres clés consolidés

Chiffre d'affaires

(million d'euros)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2011	2010	% Variation	2011	2010	% Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	2 233	2 203	1%	1 176	1 227	-4%
Amérique du Nord	1 323	1 388	-5%	844	938	-10%
Moyen-Orient et Afrique	1 947	1 978	-2%	1 017	1 039	-2%
Europe centrale et de l'Est	557	426	31%	375	299	25%
Amérique latine	528	374	41%	276	200	38%
Asie	1 385	1 343	3%	728	733	-1%
<i>Par branche</i>						
Ciment	4 822	4 674	3%	2 661	2 657	-
Granulats et béton	2 396	2 320	3%	1 372	1 403	-2%
Plâtre	754	715	5%	383	375	2%
Autres	1	3		-	1	
TOTAL	7 973	7 712	3%	4 416	4 436	-

Résultat d'exploitation courant

(million d'euros)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2011	2010	% Variation	2011	2010	% Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	274	284	-4%	171	238	-28%
Amérique du Nord	(85)	(74)	-15%	63	72	-12%
Moyen-Orient et Afrique	420	494	-15%	223	263	-15%
Europe centrale et de l'Est	79	65	22%	101	90	12%
Amérique latine	103	89	16%	57	50	14%
Asie	135	214	-37%	87	123	-29%
<i>Par branche</i>						
Ciment	891	1 025	-13%	621	726	-14%
Granulats et béton	29	23	26%	87	95	-8%
Plâtre	41	34	21%	23	24	-4%
Autres	(35)	(10)		(29)	(9)	
TOTAL	926	1 072	-14%	702	836	-16%

Autres chiffres clés

(million d'euros, sauf résultat par action)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2011	2010	% Variation	2011	2010	% Variation
Résultat net part du Groupe	260	393	-34%	289	329	-12%
Résultat par action (en euros) ⁽¹⁾	0,91	1,37	-34%	1,01	1,15	-12%
Cash Flow libre ⁽²⁾	(163)	491		159	577	-72%
Dette nette	14 260	15 160	-6%			

(1) Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 286 millions sur l'ensemble des périodes présentées ci-dessus

(2) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation après déduction des investissements de maintien

1.2. Analyse des résultats

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour le premier semestre 2011

- Progression du chiffre d'affaires dans toutes les activités du Groupe, pour le trimestre et pour le semestre, à périmètre et taux de change constants, grâce à une forte augmentation des volumes dans les pays émergents.
- Les prix du ciment ont poursuivi leur progression depuis le quatrième trimestre 2010, mais ils sont légèrement inférieurs à ceux du premier semestre 2010.
- L'inflation des coûts et les effets de change pèsent sur les résultats et devraient avoir un impact sur la croissance des résultats de l'année. Sur le trimestre, le Groupe a réalisé 50 millions d'euros d'économies de coûts structurels, soit 100 millions d'euros depuis le début de l'année, en ligne avec l'objectif d'une réduction d'au moins 200 millions d'euros en 2011.
- Le Groupe a annoncé un projet de cession de ses activités Plâtre en Europe et en Amérique du Sud au Groupe Etex, sur la base d'une valeur d'entreprise de 1 milliard d'euros, tout en conservant une participation de 20 % dans la nouvelle entité.
- En complément de ce projet de désinvestissement, Lafarge a sécurisé 700 millions d'euros sur l'objectif de 750 millions d'euros annoncé pour 2011. Le Groupe est en bonne voie pour réaliser son objectif de désendettement d'au moins 2 milliards d'euros en 2011.

Synthèse du chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Comparé à 2010, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2011 a augmenté de 3 % à 7 973 millions d'euros, et reste stable à 4 416 millions d'euros au deuxième trimestre. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact positif sur notre chiffre d'affaires de 2 % à la fois pour le trimestre et le semestre, reflétant la consolidation de nos nouvelles activités cimentières au Brésil et l'impact de notre nouvelle cimenterie en Syrie. Les effets de change ont été défavorables (-2 % depuis le début l'année et -5 % au deuxième trimestre), liés principalement à la dépréciation de la livre égyptienne et de la plupart des devises au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi qu'à la dépréciation du dollar US et de la roupie indienne.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 3 % sur le semestre de 2 % au deuxième trimestre, sous l'effet d'une augmentation soutenue des volumes dans la plupart des marchés émergents, alors que sur les marchés développés les volumes ont connu des évolutions contrastées. L'Europe occidentale a bénéficié de volumes en hausse en Europe du Nord, mais a été pénalisée par la détérioration de l'environnement économique en Grèce et en Espagne. En Amérique du Nord, la reprise encore incertaine du secteur de la construction et les mauvaises conditions météorologiques au deuxième trimestre ont partiellement absorbé les tendances positives enregistrées en début d'année.

Sur le premier semestre 2011, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en retrait de 14 % (-16 % au deuxième trimestre). L'effet des variations nettes du périmètre de consolidation a été positif, grâce en partie aux nouvelles capacités de production de ciment et à l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni à compter du 1^{er} mars 2011 dans le cadre de leur apport prévu à la joint-venture avec Tarmac UK (impact de 22 millions d'euros¹, voir Note 3.1 des comptes consolidés intermédiaires condensés), mais il a été partiellement compensé par des effets de change défavorables.

A périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant a diminué de 15 % (-16 % au deuxième trimestre), la hausse des volumes et les mesures de réduction des coûts n'ayant que partiellement compensé l'impact de la forte inflation des coûts.

Notre division Ciment a bénéficié d'une croissance solide des volumes dans chacune de nos régions sur les marchés émergents, mais la conjoncture économique dégradée en Grèce et en Espagne conjuguée à la hausse des coûts et un effet de base défavorable sur les prix ont pénalisé les résultats. Notre division Granulats et Béton a bénéficié d'une croissance des volumes en France, au Royaume-Uni et en Europe Centrale et de l'Est, alors que les tendances ont été contrastées dans les autres régions. La bonne tenue globale des prix et des mesures énergiques de réduction des coûts n'ont que partiellement compensé les effets de l'inflation des coûts. Notre branche Plâtre a bénéficié d'une évolution favorable des volumes dans la plupart de nos régions, l'augmentation des prix atténuant en partie celle des coûts.

¹ Impact de 14 millions d'euros pour la division Ciment et de 8 millions d'euros pour la division Granulats et Béton

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	5 134	4 963	3%	3%	2 834	2 826	-	3%
Résultat d'exploitation courant	891	1 025	-13%	-14%	621	726	-14%	-13%

Au deuxième trimestre, l'activité a été marquée par une accélération de la croissance des volumes sur les marchés émergents, les volumes des marchés développés enregistrant des tendances contrastées. Le chiffre d'affaires a bénéficié de nos nouvelles capacités en Syrie et au Brésil, mais a été affecté par des effets de change défavorables (-3 % depuis le début de l'année et -6 % au deuxième trimestre). A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a augmenté de 3 % au deuxième trimestre et sur le semestre.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant recule de 14 % (-13 % au deuxième trimestre), l'effet des augmentations de volumes n'ayant que partiellement compensé l'inflation plus élevée des coûts et la baisse des prix moyens par rapport au premier semestre de l'an passé. Cependant, des augmentations de prix ont été annoncées ou mises en œuvre sur certains de nos marchés au premier semestre 2011 et les prix ont poursuivi leur progression par rapport au quatrième trimestre 2010 et au premier trimestre 2011.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires **945 millions € au 30 juin 2011 (968 millions € en 2010)**
513 millions € au deuxième trimestre 2011 (560 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **218 millions € au 30 juin 2011 (223 millions € en 2010)**
145 millions € au deuxième trimestre 2011 (187 millions € en 2010)

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique a baissé de 2 % au premier semestre (+5 % au premier trimestre et -8 % au deuxième). L'évolution des volumes a été favorable au Royaume-Uni, et dans une moindre mesure en France (où le chiffre d'affaires a été pénalisé par des mouvements sociaux en juin), mais ces tendances ont été compensées par les baisses de volumes en Espagne et en Grèce. Les niveaux de prix ont été légèrement inférieurs à ceux du premier semestre 2010, mais stables par rapport au quatrième trimestre 2010. Le résultat d'exploitation courant a diminué de 8 % au premier semestre (27 % au deuxième trimestre) en raison de l'inflation des coûts, des mouvements sociaux en France, et du faible niveau d'activité en Grèce et en Espagne, ces effets étant en partie atténués par des mesures de réduction des coûts et l'augmentation des ventes de crédits carbone (19 millions d'euros supplémentaires par rapport au niveau du premier semestre 2010).

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires **539 millions € au 30 juin 2011 (570 millions € en 2010)**
339 millions € au deuxième trimestre 2011 (385 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **-31 millions € au 30 juin 2011 (-15 millions € en 2010)**
32 millions € au deuxième trimestre 2011 (42 millions € en 2010)

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique a baissé de 2 % au premier semestre (5 % au premier trimestre et -6 % au deuxième). Après une amélioration des volumes au premier trimestre aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada, le deuxième trimestre a enregistré des volumes en baisse. Ainsi, la reprise économique encore incertaine sur la région a maintenu le marché de la construction à un niveau d'activité bas et aux Etats-Unis, nos marchés ont été pénalisés par des inondations. Les prix moyens se sont établis en dessous des niveaux du premier semestre 2010 en raison de baisses de prix enregistrées aux Etats-Unis sur la deuxième partie de l'année 2010, tandis que les prix au Canada ont été globalement solides. Cette diminution du chiffre d'affaires, conjuguée à une hausse des coûts variables, a entraîné une baisse du résultat d'exploitation courant.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires : *3 650 millions € au 30 juin 2011 (3 425 millions € en 2010)*
1 982 millions € au deuxième trimestre 2011 (1 881 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : *704 millions € au 30 juin 2011 (817 millions € en 2010)*
444 millions € au deuxième trimestre 2011 (497 millions € en 2010)

Dans la région Moyen-Orient et Afrique, le chiffre d'affaires domestique a augmenté de 4 % (8 % au deuxième trimestre) à périmètre et taux de change constants. Les tendances de marché sont restées bonnes avec une progression de nos volumes dans la plupart des pays.

L'augmentation des niveaux de production en Algérie et au Nigéria, la nouvelle ligne mise en service l'an dernier en Ouganda et notre nouvelle cimenterie en Syrie nous ont permis de continuer à saisir les opportunités de croissance de ces marchés. En Irak, les volumes ont rebondi pour revenir à une croissance à deux chiffres au deuxième trimestre, après des volumes stables au premier trimestre.

En Egypte, la construction de logements résidentiels est restée bien orientée, alors que le contexte politique a freiné les projets d'infrastructures. La Jordanie demeure pénalisée par les nouvelles capacités, tandis que le marché de la construction en Afrique du Sud est resté faible.

Les prix sont restés stables par rapport aux niveaux de la fin de l'année 2010, mais en dessous des niveaux du premier semestre 2010, notamment en Egypte. A périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 5 % par rapport au premier semestre 2010, et de 4 % au deuxième trimestre, sous l'effet de la hausse des coûts et d'un niveau de prix inférieur à celui de l'an dernier. Le résultat d'exploitation courant a par ailleurs été pénalisé par la dépréciation de la livre égyptienne et de la plupart des autres devises de cette zone.

En Europe Centrale et de l'Est, le chiffre d'affaires domestique a progressé de 22 % sur le semestre (19 % au deuxième trimestre) à périmètre et taux de change constants, soutenu par une augmentation significative des volumes en Pologne et en Russie sous l'effet de marchés mieux orientés. Les prix enregistrent une amélioration globale, notamment en Russie. Le résultat d'exploitation courant a progressé de 8 % à périmètre et taux de change constants (+7 % au deuxième trimestre), la hausse des volumes et des prix ayant plus que compensé l'inflation des coûts et la baisse des ventes de crédits carbone (2 millions d'euros en moins par rapport au premier semestre 2010).

En Amérique latine, les tendances positives du marché et des prix ont permis une augmentation du chiffre d'affaires domestique de 11 % à périmètre et taux de change constants (13 % au deuxième trimestre). La région a par ailleurs bénéficié de la contribution de nos nouveaux actifs dans le nord-est du Brésil. A périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant a diminué de 6% sur le semestre, mais est en hausse de 2 % au deuxième trimestre, l'augmentation du chiffre d'affaires et les mesures de réduction de coûts ayant globalement compensé l'inflation des coûts.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en progression de 3% (6% au deuxième trimestre) à périmètre et taux de change constants, alors que le résultat d'exploitation courant a baissé de 37 % (-25 % au deuxième trimestre) en raison de la forte inflation des coûts, en particulier les coûts énergétiques, et d'un effet de base défavorable des prix. Bien qu'en baisse par rapport à l'année dernière, les prix ont poursuivi leur progression par rapport au quatrième trimestre 2010.

En Chine, l'amélioration de 23% des volumes sur le semestre soutenus par forte demande et la stabilisation de nos nouvelles usines mises en service fin 2010 n'a pas suffi à compenser la hausse du coût du charbon. La Malaisie a bénéficié de la bonne orientation du marché et des prix, qui a compensé la forte hausse des coûts de production. Aux Philippines, les projets publics d'infrastructure publics ont de nouveau été retardés et nos volumes et nos prix se sont inscrits en repli. En Inde, la croissance du marché a été plutôt modérée dans nos régions au premier semestre et nos résultats ont été impactés par la forte augmentation des coûts de production conjuguée à l'effet de base négatif des prix. En Corée du Sud, la progression des volumes s'est poursuivie au deuxième trimestre, les hausses des prix au deuxième trimestre compensant partiellement l'augmentation des coûts énergétiques.

Granulats et Béton

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 401	2 321	3%	4%	1 375	1 403	-2%	1%
Résultat d'exploitation courant	29	23	26%	-25%	87	95	-8%	-18%

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires de la division Granulats et Béton a augmenté de 4 % sur le semestre et de 1 % au deuxième trimestre, avec des volumes bien orientés en France, au Royaume-Uni et en Europe Centrale et de l'Est, alors que l'amélioration des volumes constatée en Amérique du Nord au premier trimestre ne s'est pas poursuivie au deuxième, en partie en raison de conditions météorologiques défavorables. Globalement, les prix ont été bien orientés dans la plupart de nos régions et activités.

A périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant a diminué de 25 % sur le semestre (-18 % au deuxième trimestre), la hausse des prix n'ayant que partiellement compensé l'inflation des coûts. En particulier, les coûts de transport ont été fortement augmentés par la hausse des prix du carburant.

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **1 129 millions € au 30 juin 2011 (1 080 millions € en 2010)**
676 millions € au deuxième trimestre 2011 (691 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **22 millions € au 30 juin 2011 (15 millions € en 2010)**
67 millions € au deuxième trimestre 2011 (67 millions € en 2010)

A périmètre et taux de change constants, les ventes de granulats purs ont progressé de 5 % sur le semestre (1% au deuxième trimestre), sous l'effet de prix bien orientés mais de volumes en baisse au deuxième trimestre sur l'Amérique du Nord et au Royaume-Uni. Le Groupe a continué de mettre en œuvre les mesures volontaristes de maîtrise des coûts pour l'ensemble de nos régions, ce qui a permis de limiter l'impact de la hausse des coûts de transport.

En Europe occidentale, la hausse des volumes en France et dans une moindre mesure au Royaume-Uni a en partie compensé les effets de l'augmentation des coûts ainsi que l'impact des mesures de réduction budgétaire mises en place par le gouvernement en Espagne et en Grèce et de la baisse d'activité sur le marché privé de la construction sur ces deux pays.

En Amérique du Nord, alors que les volumes sont restés bien orientés dans l'Ouest du Canada, ils ont globalement baissé de 4% depuis le début de l'année en raison de conditions météorologiques défavorables au deuxième trimestre, tandis que les hausses de prix n'ont que partiellement compensé l'augmentation des coûts.

Dans les autres régions, des améliorations ont été observées en Europe Centrale et de l'Est, notamment en Pologne, alors que les tendances ont été contrastées sur les autres marchés, avec en particulier des marchés en baisse en Afrique du Sud et en Egypte.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **1 450 millions € au 30 juin 2011 (1 411 millions € en 2010)**
795 millions € au deuxième trimestre 2011 (811 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **7 millions € au 30 juin 2011 (8 millions € en 2010)**
20 millions € au deuxième trimestre 2011 (28 millions € en 2010)

A périmètre et taux de change constants, les ventes de béton prêt à l'emploi ont augmenté de 3 % sur le semestre (stables au deuxième trimestre), sous l'effet conjugué de hausses de prix significatives et de l'amélioration des volumes au premier trimestre. Les mesures de réduction des coûts et les ventes de nos produits à valeur ajoutée ont contribué positivement à nos résultats, mais les hausses de prix n'ayant que partiellement compensé l'inflation des coûts, le résultat d'exploitation courant est en baisse.

En Europe occidentale, les résultats se sont inscrits en forte amélioration sous l'effet conjugué de la hausse des volumes principalement en France, de la réduction des coûts et des hausses de prix visant à absorber l'inflation des coûts.

En Amérique du Nord, la maîtrise des coûts et l'amélioration des volumes ont entièrement compensé l'inflation des coûts, la légère baisse des prix et un mix produits défavorable.

Dans les autres régions, les tendances ont été contrastées, l'Inde et la Pologne bénéficiant de volumes en croissance, mais les résultats ont été pénalisés par le ralentissement du marché sud-africain et des projets d'infrastructure en Égypte.

Plâtre

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2011	2010	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	762	725	5%	5%	387	381	2%	4%
Résultat d'exploitation courant	41	34	21%	17%	23	24	-4%	-5%

Les volumes de plaques de plâtre ont progressé de 5 % sur le semestre et au deuxième trimestre, bénéficiant de l'amélioration progressive observée dans le secteur résidentiel sur la plupart de nos marchés.

A périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires a augmenté de 5 % (4 % au deuxième trimestre), avec des prix bien orientés. Le résultat d'exploitation courant s'est amélioré de 7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2010, reflétant la hausse des volumes et la poursuite des réductions de coûts, qui ont plus que compensé l'impact de la hausse des prix du papier et des coûts énergétiques.

Autres rubriques du compte de résultat consolidé

Autres éléments du résultat d'exploitation **-50 millions € au 30 juin 2011 (-110 millions € en 2010)**
-23 millions € au deuxième trimestre 2011 (-69 millions € en 2010)

Les autres éléments du résultat d'exploitation comprennent principalement l'impact des cessions, des pertes de valeurs, des coûts de restructurations, et des variations de provisions pour litige. Au premier semestre 2011, les plus values nettes de cession se sont élevées à 25 millions d'euros, contre 45 millions d'euros en 2010, et incluent principalement la plus value sur la cession de l'activité Granulats et Béton au Portugal. Les autres charges d'exploitation s'établissent à 75 millions d'euros au premier semestre 2011, contre 155 millions d'euros en 2010, et comprennent principalement des charges de restructuration, des frais sur les cessions en cours et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe de l'Ouest. Au premier semestre 2010, le Groupe avait enregistré des charges liées à la fermeture et la dépréciation d'une usine de papier en Suède, la dépréciation d'actifs en Europe occidentale et en Corée du Sud en raison de l'impact de l'environnement économique, ainsi que des coûts de restructuration dans différents pays.

Frais financiers nets **410 millions € au 30 juin 2011 (283 millions € en 2010)**
225 millions € au deuxième trimestre 2011 (200 millions € en 2010)

La majeure partie des frais financiers nets concerne les charges financières sur l'endettement net qui passent de 372 millions d'euros à 419 millions d'euros au premier semestre 2011, reflétant principalement la hausse des taux d'intérêt. La décision de Standard & Poor's de réviser à la baisse la notation de notre crédit long-terme de BBB- à BB+ (perspective stable) et celle de notre crédit court-terme de A3 à B le 17 mars 2011 a eu un impact non significatif sur les frais financiers nets de ce semestre. L'application des clauses de « *step-up* » sur certains de nos emprunts obligataires renchérit nos charges financières de 21 millions d'euros en 2011 et de 62 millions d'euros 2012.

Le taux d'intérêt moyen sur la dette brute était de 5,6% au premier semestre 2011, contre 5,2% au premier semestre 2010.

Les fluctuations de change ont entraîné un gain de 42 millions d'euros au cours du premier semestre 2011 (perte de 34 millions d'euros en 2010), lié principalement aux prêts et dettes libellés en devises et pour lesquels il n'existe pas de possibilité de couverture.

En 2010, les autres charges et produits financiers comprenaient la plus-value réalisée sur la cession des titres Cimpor pour 160 millions d'euros. Hormis cet élément exceptionnel, les autres charges et produits financiers ont légèrement diminué à 33 millions d'euros, contre 37 millions d'euros au premier semestre 2010 et incluent principalement des commissions bancaires et l'amortissement des frais d'émission.

Impôts **113 millions € au 30 juin 2011 (157 millions € en 2010)**
110 millions € au deuxième trimestre 2011 (156 millions € en 2010)

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,2 % au premier semestre 2011. Il était de 23,1 % au premier semestre 2010, en raison de la plus-value sur la cession des titres Cimpor, qui n'était pas imposable.

Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle **92 millions € au 30 juin 2011 (116 millions € en 2010)**
57 millions € au deuxième trimestre 2011 (66 millions € en 2010)

Certaines filiales avec des intérêts minoritaires ont constaté un résultat net en repli au premier semestre 2011 par rapport à 2010, reflétant principalement une baisse des volumes, notamment en Egypte et en Jordanie.

Résultat net part du Groupe² **260 millions € au 30 juin 2011 (393 millions € en 2010)**
289 millions € au deuxième trimestre 2011 (329 millions € en 2010)

Le résultat net part du groupe a diminué de 133 millions d'euros par rapport au premier semestre 2010, ce dernier ayant bénéficié d'une plus-value exceptionnelle de 160 millions d'euros lié à la cession des titres Cimpor.

Résultat par action **0,91 € au 30 juin 2011 (1,37 € en 2010)**
1,01 € au deuxième trimestre 2011 (1,15 € en 2010)

Le bénéfice par action a reculé à 0,91€, contre 1,37 € au premier semestre 2010, reflétant la baisse du résultat net part du Groupe, avec un nombre moyen d'actions inchangé à 286 millions.

Flux de trésorerie consolidés

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier semestre 2011 se sont élevés à -33 millions d'euros (contre 607 millions d'euros au premier semestre 2010).

Cette baisse de 0,6 milliards d'euros s'explique pour moitié par la réduction de la marge brute d'autofinancement et pour l'autre moitié par l'évolution de la variation du besoin en fond de roulement.

La diminution de la marge brute d'autofinancement est liée à la baisse des résultats opérationnels (EBITDA en baisse de 0,2 milliards d'euros) et à l'augmentation des frais financiers et des impôts payés (0,1 milliard d'euros), notamment en raison d'intérêts payés sur l'emprunt obligataire émis en avril 2010 et du retrait progressif des exonérations fiscales temporaires dans certain pays.

En raison du niveau particulièrement optimisé du besoin en fond de roulement à fin 2010 et de l'impact normal de la saisonnalité de nos ventes, la variation du besoin en fond de roulement strict a augmenté de 0,7 milliard d'euros au cours du premier semestre 2011, contre une augmentation de 0,4 milliards d'euros sur le premier semestre 2010.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 438 millions d'euros (696 millions d'euros au premier semestre 2010).

Les investissements de maintien sont restés maîtrisés sur le semestre à 130 millions d'euros, contre 116 millions d'euros au premier semestre 2010.

Les investissements de développement interne ont atteint 368 millions d'euros (550 millions d'euros au premier semestre 2010). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine et au Nigéria.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle³, les acquisitions ont eu un impact net de 89 millions d'euros sur la dette, contre 52 millions d'euros sur le premier semestre 2010.

Les cessions de 106 millions d'euros (105 millions d'euros au premier semestre 2010) sont liées principalement à la cession de nos opérations Granulats et Béton au Portugal ainsi qu'à différentes opérations de cessions d'actifs industriels et de terrains.

² Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

³ Les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle ont représenté 51 millions d'euros sur le premier semestre 2011, hors une option de vente déjà prise en compte dans la dette nette du Groupe pour 51 millions d'euros et qui a été exercée par un tiers sur le premier trimestre.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2011, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 16 827 millions d'euros (18 224 millions d'euros au 31 décembre 2010) **et l'endettement net à 14 260 millions d'euros** (13 993 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La baisse des fonds propres est notamment due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011 dans plusieurs des pays où nous sommes présents (impact négatif de 1,2 milliard d'euros sur les fonds propres).

L'augmentation de 0,3 milliard d'euros de l'endettement net consolidé résulte principalement des dépenses d'investissements (0,6 milliard d'euros) en partie compensés par l'impact des désinvestissements (0,1 milliard d'euros) et par l'effet de change positif (0,4 milliard d'euros) lié à la dépréciation du dollar US par rapport à l'euro au cours de la période.

Point d'avancement sur les cessions en cours

Lafarge a poursuivi ses actions de réduction de la dette tout en optimisant son portefeuille d'actifs. Trois opérations de désinvestissements ont été annoncées récemment, représentant un montant total de 1,5 milliards d'euros à recevoir.

Le 12 mai 2011, Lafarge a annoncé la cession de ses activités Ciment et Béton au sud-est des Etats-Unis au conglomérat colombien Cementos Argos pour une valeur d'entreprise de 760 millions de dollars.

Le 14 juillet 2011, Lafarge a annoncé être entré en négociations exclusives avec le Groupe Etex pour la vente de ses opérations Plâtre en Europe et en Amérique du Sud, pour une valeur d'entreprise de 1 milliard d'euros. Le montant net perçu par Lafarge pour ce désinvestissement s'élèverait à environ 850 millions d'euros ; le Groupe conserverait également une participation de 20% dans la nouvelle entité, qui combinerait les actifs Plâtre des deux groupes en Europe et en Amérique du Sud. Ce projet sera soumis à l'approbation des autorités compétentes, et notamment à celle des autorités de la concurrence. Par ailleurs, il fait l'objet d'un processus d'information et de consultation des instances représentatives du personnel.

Enfin, le 22 juillet 2011, Lafarge a annoncé la vente de ses actifs Plâtre en Australie à Knauf pour une valeur nette de 120 millions d'euros. La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir avant la fin du troisième trimestre 2011.

Perspectives pour 2011

Globalement, le Groupe continue d'anticiper une demande de ciment en hausse et prévoit une croissance du marché comprise entre 2 et 5 % en 2011 par rapport à 2010. Les marchés émergents demeurent le moteur principal de la demande, et Lafarge bénéficiera de l'équilibre géographique de son portefeuille et de la qualité de ses actifs.

Dans l'ensemble, les prix devraient être stables, voire en légère hausse, sur l'année, dans un contexte de forte inflation des coûts.

Ce document peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, dont la plupart sont hors de notre contrôle, et notamment ceux décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée ».

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>					
Produits des activités ordinaires	7 973	7 712	4 416	4 436	16 169
Coût des biens vendus	(6 187)	(5 815)	(3 278)	(3 179)	(12 015)
Frais administratifs et commerciaux	(860)	(825)	(436)	(421)	(1 713)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres	926	1 072	702	836	2 441
Plus et (moins) values de cession	25	45	20	25	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(75)	(155)	(43)	(94)	(317)
Résultat d'exploitation	876	962	679	767	2 169
Charges financières	(537)	(547)	(272)	(290)	(1 069)
Produits financiers	127	264	47	90	346
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(1)	(13)	2	(16)	(16)
Résultat avant impôts	465	666	456	551	1 430
Impôts	(113)	(157)	(110)	(156)	(316)
Résultat net	352	509	346	395	1 114
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	260	393	289	329	827
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	92	116	57	66	287
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	0,91	1,37	1,01	1,15	2,89
-résultat par action dilué	0,91	1,37	1,01	1,15	2,89
Nombre moyen d'actions (milliers)	286 132	286 084	286 162	286 084	286 087

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
Résultat net	352	509	346	395	1 114
Actifs financiers disponibles à la vente	-	(138)	-	-	(138)
Couverture des flux de trésorerie	-	-	(8)	(3)	12
Gains et pertes actuariels	1	(115)	(29)	(86)	(64)
Ecart de conversion	(1 249)	2 313	(288)	1 143	1 175
Impôts sur les autres éléments du résultat global	(6)	36	12	29	5
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts	(1 254)	2 096	(313)	1 083	990
Résultat global de la période	(902)	2 605	33	1 478	2 104
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(860)	2 266	6	1 304	1 712
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(42)	339	27	174	392

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Actifs financiers disponibles à la vente

En 2010, le gain latent sur les titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), d'un montant de 148 millions d'euros, a été transféré au compte de résultat consolidé dans le cadre de la cession de cet actif.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2011 et le 30 juin 2011 (taux de clôture) comprend 582 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne, du dollar américain et du dinar irakien par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 Juin		Au 31 décembre	
	2011	2010	2010	2010
ACTIF				
ACTIF NON COURANT	31 633	36 479		34 752
Goodwill	13 027	14 667		14 327
Immobilisations incorporelles	611	1 437		661
Immobilisations corporelles	16 161	18 500		17 912
Participations dans des entreprises associées	406	372		422
Autres actifs financiers	743	1 004		863
Instruments dérivés	61	88		78
Impôts différés	573	411		489
Autres débiteurs	51	-		-
ACTIF COURANT	8 529	8 244		7 742
Stocks et travaux en cours	1 665	1 883		1 647
Clients	2 324	2 414		1 774
Autres débiteurs	860	1 056		971
Instruments dérivés	56	118		56
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 960	2 773		3 294
Actifs en cours de cession	1 664	-		-
TOTAL ACTIF	40 162	44 723		42 494
PASSIF				
Capital	1 146	1 146		1 146
Primes	9 651	9 629		9 640
Actions propres	(17)	(26)		(26)
Réserves et résultat consolidés	5 771	5 365		5 816
Autres réserves	(560)	(587)		(555)
Ecart de conversion	(992)	1 143		123
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 999	16 670		16 144
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 828	1 946		2 080
CAPITAUX PROPRES	16 827	18 616		18 224
PASSIF NON COURANT	16 208	17 865		16 765
Impôts différés	866	932		871
Provision avantages au personnel	1 035	1 302		1 108
Provisions	582	633		633
Passifs financiers	13 601	14 867		14 096
Instruments dérivés	46	131		57
Autres créditeurs	78	-		-
PASSIF COURANT	7 127	8 242		7 505
Provision avantages au personnel	132	124		139
Provisions	96	166		146
Fournisseurs	1 964	2 050		1 996
Autres créditeurs	1 779	2 477		1 642
Impôts à payer	162	284		314
Passifs financiers	2 610	2 905		3 184
Instruments dérivés	80	236		84
Passifs liés aux actifs en cours de cession	304	-		-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	40 162	44 723		42 494

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(millions d'euros)</i>	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	352	509	346	395	1 114
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>					
Amortissements des immobilisations	559	578	269	298	1 173
Pertes de valeur des actifs	25	80	13	59	154
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1	13	(2)	16	16
(Plus) et moins values de cession	(25)	(46)	(20)	(26)	(45)
(Produits) charges financiers	410	283	225	200	723
Impôts	113	157	110	156	316
Autres, nets (y compris dividendes reçus des entreprises associées)	(7)	18	7	2	(300)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(697)	(343)	(200)	(58)	354
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	731	1 249	748	1 042	3 505
Intérêts reçus/payés	(493)	(434)	(342)	(301)	(919)
Impôts sur les bénéfices payés	(271)	(208)	(170)	(93)	(414)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(33)	607	236	648	2 172
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(507)	(679)	(256)	(314)	(1 331)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ¹	(8)	(14)	(9)	(13)	(27)
Investissements dans les entreprises associées	(5)	(1)	(5)	(1)	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(2)	(24)	1	(6)	(19)
Cessions d'actifs ²	106	105	95	69	209
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(22)	(83)	5	(49)	(73)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(438)	(696)	(169)	(314)	(1 244)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	4	13	2	6	26
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	15
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(102)	-	(12)	-	-
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	(4)	-	(4)	-	139
Dividendes versés	-	-	-	-	(575)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(141)	(210)	(115)	(190)	(274)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	157	804	111	266	2 207
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(970)	(240)	(547)	4	(1 174)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	288	109	217	132	(326)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(768)	476	(348)	218	38

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 239)	387	(281)	552	966
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(95)	166	(22)	68	108
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 294	2 220	2 263	2 153	2 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	1 960	2 773	1 960	2 773	3 294
* Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	-	-	35
** Dont trésorerie des entreprises cédées	8	2	2	-	23
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(697)	(343)	(200)	(58)	354
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(158)	(16)	(41)	30	97
(Augmentation) diminution des clients	(774)	(507)	(406)	(375)	83
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(13)	44	(14)	74	30
Augmentation (diminution) des fournisseurs	239	161	225	171	179
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	9	(25)	36	42	(35)

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Capitaux propres
											<i>(millions d'euros)</i>
Solde 1^{er} Janvier 2010	286 453 316	380 148	1 146	9 620	(27)	5 555	(370)	(947)	14 977	1 823	16 800
Résultat net						393			393	116	509
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(217)	2 090	1 873	223	2 096
<i>Résultat global de la période</i>						393	(217)	2 090	2 266	339	2 605
Dividendes						(575)			(575)	(227)	(802)
Augmentation de capital (exercices de stock-options)	463								-		-
Paiements fondés sur des actions				9					9		9
Actions propres		(16 470)			1	(8)			(7)		(7)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										11	11
Solde au 30 Juin 2010	286 453 779	363 678	1 146	9 629	(26)	5 365	(587)	1 143	16 670	1 946	18 616
Solde 1^{er} Janvier 2011	286 453 779	363 558	1 146	9 640	(26)	5 816	(555)	123	16 144	2 080	18 224
Résultat net						260			260	92	352
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(5)	(1 115)	(1 120)	(134)	(1 254)
<i>Résultat global de la période</i>						260	(5)	(1 115)	(860)	(42)	(902)
Dividendes						(288)			(288)	(164)	(452)
Augmentation de capital (exercices de stock-options)									-		-
Paiements fondés sur des actions				11					11		11
Actions propres		(130 110)			9	(9)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de						(8)			(8)	(53)	(61)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	7	7
Solde au 30 Juin 2011	286 453 779	233 448	1 146	9 651	(17)	5 771	(560)	(992)	14 999	1 828	16 827

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2011.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2011 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS - infra.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin juin afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique touchant certains de ses marchés, le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2011 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT. Cette analyse a notamment conduit à revoir les hypothèses retenues pour les UGT situées en Grèce et a permis de confirmer l'absence de situation de perte de valeur au 30 juin 2011, sur la base d'un taux d'actualisation

supérieur à 10% équivalent à celui retenu au 31 décembre 2010, qui intégrait une prime de risque pays anticipant les effets de la crise.

2.2 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2010 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2010 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2011.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011.

2.3 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Faits marquants de la période

3.1 Accord entre Lafarge et Anglo American

Le 18 février 2011, le Groupe et Anglo American plc ont annoncé leur accord destiné à regrouper l'ensemble de leurs activités ciments, granulats, béton prêt à l'emploi et enrobés bitumineux au Royaume-Uni, comprenant Lafarge Cement UK, Lafarge Aggregates and Concrete UK ("Lafarge UK") et Tarmac Quarry Materials ("Tarmac UK"). Cette transaction, qui donnera naissance à une co-entreprise détenue à 50-50, est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence.

Conformément aux dispositions d'IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs et passifs de Lafarge UK qui seront apportés à cette co-entreprise ont été regroupés à compter du 18 février 2011 dans l'état de la situation financière consolidée respectivement sur les lignes " Actifs en cours de cession " et " Passifs liés aux actifs en cours de cession ". Les actifs amortissables ne sont par ailleurs plus amortis à compter de cette même date (incidence de 22 millions d'euros au 30 juin 2011).

Au 30 juin 2011, la ligne " Actifs en cours de cession ", d'un montant de 1 664 millions d'euros, est essentiellement composée du goodwill et des immobilisations corporelles. La ligne " Passifs liés aux actifs en cours de cession ", d'un montant de 304 millions d'euros, est quant à elle notamment composée de dettes fournisseurs.

Les activités de Lafarge UK qui seront apportées à la co-entreprise ne sont pas des activités abandonnées au sens d'IFRS 5 (voir Note 2.26 de l'annexe des comptes consolidés du Document de Référence 2010 – page F21), et en conséquence, les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à cette activité ne sont pas isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

3.2 Acquisition d'une participation complémentaire dans Lafarge India PVT Limited

Le Groupe a acquis, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de son option de vente de sa participation, 5,62% du capital de Lafarge India PVT Limited pour un montant de 51 millions d'euros, reflété dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne " Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales ".

Cette acquisition est sans incidence sur l'évolution de l'endettement financier net du Groupe sur la période, dans la mesure où, conformément aux principes comptables relatifs au traitement des options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement, le Groupe avait comptabilisé au 31 décembre 2010 une dette à hauteur du prix d'exercice de cette option.

3.3 Cession des activités Granulats & Béton au Portugal

Le Groupe a cédé la totalité des actifs Granulats & Béton qu'il détenait au Portugal (29 centrales à béton et 4 carrières de granulats) au groupe de construction portugais Secil. L'approbation des autorités portugaises de la concurrence a été obtenue en juin 2011. L'incidence nette de cette cession est de 62 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 19 millions d'euros au titre de la plus-value de cession dans le compte de résultat sur la ligne « Plus ou (moins) value de cession ».

3.4 Augmentation de capital réservée aux salariés

Le Groupe a lancé en mai 2011 une opération d'augmentation de capital réservée aux salariés dont le règlement-livraison interviendra le 29 juillet 2011 (aucun montant n'a été encaissé au 30 juin 2011). Les salariés ont la possibilité de régler immédiatement leurs actions, ou de les payer sur 12 mois ou 24 mois. Le produit brut de l'émission s'élèvera à 29 millions d'euros.

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Conformément à IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs opérationnels (les branches Ciment, Granulats & Béton, Plâtre) dénommés secteurs d'activité, gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- La branche Granulats & Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services ;
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur "Autres".

La direction évalue la performance des secteurs sur la base :

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées ; et
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Pour l'information par zone géographique, les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

Comme mentionné en note 3.1, les actifs et passifs des activités ciments, granulats, béton prêt à l'emploi et enrobés bitumineux du Groupe au Royaume-Uni ont été regroupés à compter du 18 février 2011 dans l'état de la situation financière consolidée respectivement sur les lignes " Actifs en cours de cession " et " Passifs liés aux actifs en cours de cession ". Les éléments du résultat de ces activités ne sont pas isolés dans les états financiers au 30 Juin 2011 ainsi que pour les périodes comparatives 2010 présentées. L'information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique, présentée ci-après reflète dès lors ces éléments.

(a) Information par secteur

30 Juin 2011 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	5 134	2 401	762	1	8 298
Moins : inter-branche	(312)	(5)	(8)		(325)
Produits des activités ordinaires	4 822	2 396	754	1	7 973
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	891	29	41	(35)	926
Plus- (moins-) values de cession	3	21		1	25
Autres produits (charges) d'exploitation	(42)	(12)	(1)	(20)	(75)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(20)</i>	<i>(5)</i>			<i>(25)</i>
Résultat d'exploitation	852	38	40	(54)	876
Charges financières					(537)
Produits financiers					127
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(4)	1	2		(1)
Impôts					(113)
Résultat net					352
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(383)	(115)	(40)	(21)	(559)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(39)	11	17		(11)
Investissements industriels	379	73	22	33	507
Capitaux investis	24 794	4 752	1 480	96	31 122
Bilan					
Actifs sectoriels	29 055	5 928	1 874	951	37 808
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>221</i>	<i>34</i>	<i>136</i>	<i>15</i>	<i>406</i>
Actifs en cours de cession	1 123	448		93	1 664
Actifs non alloués ^(a)					690
Total actif					40 162
Passifs sectoriels	2 614	1 005	335	1 874	5 828
Passifs liés aux actifs en cours de cession	120	144		40	304
Passifs non alloués ^(b)					34 030
Total passif					40 162

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

30 Juin 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	4 963	2 321	725	2	8 011
Moins : inter-branche	(289)	(1)	(10)	1	(299)
Produits des activités ordinaires	4 674	2 320	715	3	7 712
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 025	23	34	(10)	1 072
Plus- (moins-) values de cession	43	1	-	1	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(99)	(14)	(37)	(5)	(155)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(58)</i>	<i>(6)</i>	<i>(16)</i>	-	<i>(80)</i>
Résultat d'exploitation	969	10	(3)	(14)	962
Charges financières					(547)
Produits financiers					264
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(14)	3	(2)	-	(13)
Impôts					(157)
Résultat net					509
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(383)	(129)	(42)	(24)	(578)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(82)	5	(30)	3	(104)
Investissements industriels	556	71	32	20	679
Capitaux investis	28 535	5 764	1 579	(360)	35 518
Bilan					
Actifs sectoriels	32 796	7 117	2 006	2 187	44 106
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>198</i>	<i>37</i>	<i>131</i>	<i>6</i>	<i>372</i>
Actifs non alloués ^(a)					617
Total actif					44 723
Passifs sectoriels	2 832	1 189	354	2 661	7 036
Passifs non alloués ^(b)					37 687
Total passif					44 723

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2010 millions d'euros	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	10 280	5 093	1 441	3	16 817
Moins : inter-branche	(624)	(5)	(19)	-	(648)
Produits des activités ordinaires	9 656	5 088	1 422	3	16 169
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 230	216	58	(63)	2 441
Plus- (moins-) values de cession	50	(5)	-	-	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(249)	(28)	(49)	9	(317)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(126)</i>	<i>(11)</i>	<i>(17)</i>	-	<i>(154)</i>
Résultat d'exploitation	2 031	183	9	(54)	2 169
Charges financières					(1 069)
Produits financiers					346
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(26)	5	5	-	(16)
Impôts					(316)
Résultat net					1 114
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(775)	(266)	(85)	(47)	(1 173)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(100)	22	(30)	-	(108)
Investissements industriels	1 060	168	64	39	1 331
Capitaux investis	26 780	5 200	1 511	271	33 762
Bilan					
Actifs sectoriels	31 330	6 384	1 900	2 257	41 871
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>236</i>	<i>34</i>	<i>134</i>	<i>18</i>	<i>422</i>
Actifs non alloués ^(a)					623
Total actif					42 494
Passifs sectoriels	2 797	1 107	313	1 762	5 979
Passifs non alloués ^(b)					36 515
Total passif					42 494

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées.

	30 Juin 2011		30 Juin 2010		31 décembre 2010	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	2 233	5 161	2 203	7 004	4 313	6 855
<i>dont :</i>						
France	1 211	2 437	1 132	2 333	2 176	2 345
Royaume-Uni *	489	59	447	1 650	906	1 550
Espagne	132	1 008	147	1 016	289	1 012
Amérique du Nord	1 323	5 619	1 388	6 700	3 336	6 127
<i>dont :</i>						
Etats-Unis	668	4 492	751	5 427	1 719	4 917
Canada	655	1 128	637	1 273	1 617	1 210
Moyen Orient et Afrique	1 947	11 793	1 978	13 473	3 903	12 621
<i>dont :</i>						
Egypte	270	2 478	383	3 106	714	2 804
Algérie	274	3 039	227	3 343	444	3 071
Europe centrale et de l'est	557	2 269	426	1 939	1 043	2 015
Amérique latine	528	1 467	374	1 563	894	1 527
<i>dont :</i>						
Brésil	328	1 048	198	1 082	529	1 072
Asie	1 385	3 896	1 343	4 296	2 680	4 177
Total	7 973	30 205	7 712	34 975	16 169	33 322

* la diminution des actifs non-courants au Royaume-Uni provient du reclassement sur la ligne "Actifs en cours de cession"

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 juin 2011 et 2010, et pour le 31 décembre 2010 est présenté ci-dessous :

	6 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	260	393	827
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	286 132	286 084	286 087
Nombre total d'actions potentielles dilutives	937	319	249
Nombre moyen d'actions - dilué	287 069	286 403	286 336
Résultat par action (euros)	0,91	1,37	2,89
Résultat dilué par action (euros)	0,91	1,37	2,89

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 Juin		31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	13 539	14 797	14 033
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	62	70	63
Passifs financiers, part à plus d'un an	13 601	14 867	14 096
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 433	2 681	2 980
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	177	224	204
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 610	2 905	3 184
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	15 972	17 478	17 013
Total options de vente octroyées aux minoritaires	239	294	267
Total passifs financiers	16 211	17 772	17 280

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	30 Juin		31 décembre
	2011	2010	2010
A plus de cinq ans	6 081	5 917	6 726
A plus d'un an et moins de cinq ans	7 458	8 880	7 307
Part à plus d'un an	13 539	14 797	14 033
A plus de six mois et moins d'un an	653	1 519	1 102
A moins de six mois	1 780	1 162	1 878
Total	15 972	17 478	17 013

Au 30 juin 2011, 157 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme. Par ailleurs, le tirage de 500 millions d'euros effectué sur la ligne de crédit syndiquée de 1 654 millions d'euros dont la maturité finale est juillet 2013 est également classé en passif financier à plus d'un an.

Les passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant ses lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une diminution de 67 millions d'euros au 30 juin 2011 (une augmentation de 186 millions d'euros au 30 juin 2010 et une diminution de 212 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 juin 2011 à 5,8% (5,2 % au 30 juin 2010 et 5,5 % au 31 décembre 2010).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps s'établit à 6,2% pour les six premiers mois 2011 contre 5,8% pour les six premiers mois 2010 et 5,8% pour l'année 2010.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation, tels que décrits dans la note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2010.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Au 30 juin 2011, le poste " Clients " comprend ainsi un encours de créances cédées pour un montant de 855 millions d'euros (912 millions d'euros au 30 juin 2010 et 680 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 692 millions d'euros au titre de ces programmes au 30 juin 2011 (419 millions d'euros au 30 juin 2010 et 533 millions d'euros au 31 décembre 2010) et la part à plus d'un an (334 millions d'euros au 30 juin 2010, correspondant au contrat de titrisation de notre filiale nord américaine) a été entièrement reclassée en part à moins d'un an des passifs financiers au 31 décembre 2010.

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 163 millions d'euros au 30 juin 2011 (159 millions d'euros au 30 juin 2010 et 147 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 255 millions d'euros en valeur 30 juin 2011 (283 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Une partie de ces options est exerçable jusqu'au 30 juin 2012 pour un montant, en valeur 30 juin 2011, de 193 millions d'euros. Le solde, soit 62 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 239 millions d'euros et 267 millions d'euros au 30 juin 2011 et au 31 décembre 2010, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation, dans la mesure où ces options ont été octroyées avant le 1^{er} janvier 2010, d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 121 millions d'euros et 128 millions d'euros au 30 juin 2011 et 31 décembre 2010).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2011 au titre de l'exercice 2010 (payé en juillet 2011) ainsi que celui voté en 2010 au titre de l'exercice 2009 (payé en juillet 2010).

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2010	2009
Dividende total (en millions d'euros)	288	575
Dividende par action	1,00	2,00
Dividende majoré par action	1,10	2,20

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 Décembre 2010	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 Juin 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	22	-	-	22
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(9)	-	-	(9)
Couverture des flux de trésorerie	(34)	(17)	17	(34)
<i>Valeur brute</i>	(43)	(26)	26	(43)
<i>Impôt différé</i>	9	9	(9)	9
Gains et pertes actuariels	(543)	(5)	-	(548)
<i>Valeur brute</i>	(725)	1	-	(724)
<i>Impôt différé</i>	182	(6)	-	176
Total Autres réserves	(555)	(22)	17	(560)
				-
Total Ecarts de conversion	123	(1 115)	-	(992)
				-
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(432)	(1 137)	17	(1 552)

(c) Variations de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales

Au 30 juin 2011, les variations de parts d'intérêts sans prise/perde de contrôle des filiales ont une incidence de -61 millions d'euros sur les capitaux propres et reflètent notamment le prix d'acquisition de parts d'intérêts.

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour suprême pourrait intervenir en 2011.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connu d'évolutions suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

La provision globale au titre de ce cas s'élève à 24 millions d'euros au 30 Juin 2011.

Concurrence : Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné trois enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission Européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui feront l'objet de l'enquête approfondie consistent en des restrictions des flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur le marchés du ciment et les marchés connexes. Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7): la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge répond à ses demandes. La date de sa clôture n'est pas connue et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.
- En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009. En l'absence d'avancée procédurale récente, le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade. Une nouvelle évaluation du cas sera effectuée dans l'hypothèse où les autorités de la concurrence décidaient de porter l'affaire devant les tribunaux.
- En Inde, le 15 Juin 2011, notre filiale Lafarge India PVT Ltd a été notifiée par la « Competition Commission of India » (CCI) d'un rapport d'enquête faisant état de violations des lois sur la concurrence indienne depuis 2005 par les acteurs nationaux et régionaux du marché du ciment, dont notre filiale. Cette dernière, qui est l'acteur le moins significatif en termes de parts de marché parmi les sociétés mises en cause, conteste vigoureusement ces allégations. La CCI pourrait rendre sa décision dans le courant du second semestre 2011 après avoir auditionné les sociétés mises en cause. Aucune conclusion sur les résultats de cette procédure ne peut être tirée à ce stade.

États-Unis – Ouragan Katrina : fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans

leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010, les audiences s'étant achevées en Octobre. Dans une décision en date du 20 Janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de notre filiale Lafarge North America Inc. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer.

Les avocats des demandeurs ont indiqué qu'ils chercheront à poursuivre d'autres actions individuelles contre notre filiale.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Inde / Bangladesh : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Ces activités au Bangladesh sont consolidées par intégration proportionnelle et contribuent à l'actif total du Groupe à hauteur d'environ 95 millions d'euros au 30 Juin 2011. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. Par décision favorable en date du 6 Juillet 2011, la Cour suprême a déclaré ne voir aucune raison d'interférer dans les décisions prises antérieurement par le ministère de l'Environnement et des Forêts portant sur l'octroi des autorisations à notre filiale au cours du projet (y compris l'autorisation portant sur le site en date de Juin 1999, celle portant sur l'étude d'impact environnementale en date d'août 2001 et révisée en avril 2010 et « l'autorisation forêt » de premier niveau en date d'avril 2010). En conséquence, la Cour a décidé d'annuler sa décision du 5 Février 2010 qui suspendait les activités minières de notre filiale et de valider la requête déposée par notre filiale à l'effet d'obtenir une nouvelle autorisation du ministère de l'Environnement et des Forêts. Suite à cette décision, notre filiale évalue actuellement si de nouvelles autorisations administratives sont nécessaires avant de redémarrer ses activités minières.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Engagements hors bilan

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du Groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

(millions d'euros)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	30 Juin 2011	31 Décembre 2010
ENGAGEMENTS DONNES					
Engagements liés aux activités opérationnelles					
Engagements d'investissements industriels et autres	468	576	312	1 356	1 206
Locations d'exploitation	204	520	299	1 023	974
Autres engagements	241	132	15	388	464
Engagements liés au financement					
Nantissement de titres	-	-	243	243	263
Nantissement d'actifs	126	439	133	698	775
Cautions et autres garanties	43	55	8	106	147
Paiements d'intérêts prévus (1)	834	2 435	1 352	4 621	4 981
Paiements nets prévus dans le cadre des swaps de taux d'intérêts (2)	14	3	-	17	16
Engagements liés au périmètre					
Garanties de passif	207	171	3	381	395
Obligations de rachat d'intérêt dans des co-entreprises	16	-	-	16	16
ENGAGEMENTS RECUS					
Lignes de crédit confirmées et lignes d'acquisition non utilisées	100	3 418	-	3 518	3 839
Garanties de passif	-	2 240	140	2 380	2 511

(1) Les paiements d'intérêts prévus sont déterminés sur la base des taux en vigueur au 30 juin et sont calculés hors intérêts sur billets de trésorerie dont les taux sont précomptés. Les paiements d'intérêts prévus incluent les paiements d'intérêts sur les instruments dérivés de change.

(2) Les paiements d'intérêts prévus pour la jambe variable des swaps sont calculés sur la base des taux en vigueur au 30 juin

9.1 – Engagements donnés

(a) Engagements liés aux activités opérationnelles

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe a souscrit des contrats à long terme d'approvisionnement en matières premières ou en énergie.

Le Groupe est engagé en tant que preneur dans des contrats de location d'exploitation portant sur des terrains, des carrières, des constructions et des équipements. Le montant en engagement hors bilan correspond aux loyers futurs minimaux.

(b) Engagements liés au périmètre

Dans le cadre de ses opérations de cession, le Groupe a accordé aux acquéreurs des garanties de passif, pour lesquelles le risque est jugé mineur, pour un montant maximum total en vigueur au 30 juin 2011 de 381 millions d'euros.

9.2 – Engagements reçus

Dans le cadre de ses opérations d'acquisition, le Groupe a reçu des garanties de passifs pour un montant maximum de :

- 2 240 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition d'Orascom Cement en 2008 ;
 - 140 millions d'euros dans le cadre de l'acquisition des opérations cimentières de Votorantim au Brésil en 2010.
- Le Groupe a par ailleurs reçu des garanties spécifiques pour couvrir certains actifs, propriétés et accords spécifiques liés à la transaction.

Le Groupe a reçu une garantie de passif illimitée en montant dans le cadre de l'acquisition en 2008 de 50% de Grupo GLA auprès des anciens partenaires d'Orascom Cement.

Par ailleurs, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) a renforcé de 15% fin 2009 sa participation minoritaire dans nos opérations ciment en Russie. A partir de décembre 2015, le Groupe aura le droit de racheter ce complément de participation minoritaire à sa valeur de marché. Dans l'hypothèse où le Groupe n'exerçait pas cette option d'achat, il pourrait être amené à céder tout ou partie de sa propre participation à un tiers ou à la BERD.

Note 10. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe s'est engagé dans les projets suivants de cession de ses activités Plâtre en Europe, Amérique du Sud et Australie en juillet 2011. En conséquence, les critères de présentation requis par IFRS 5 dans les états financiers ne sont pas remplis au 30 juin.

Projet de cession des activités Plâtre en Europe et en Amérique du Sud

Le Groupe a annoncé le 14 juillet 2011 le projet de cession de ses activités Plâtre en Europe et en Amérique du Sud, pour une valeur d'entreprise d'1 milliard d'euros.

Le montant net perçu par Lafarge pour ce désinvestissement s'élèverait à environ 850 millions d'euros ; le Groupe conserverait également une participation de 20% dans la nouvelle entité, qui combinerait les actifs Plâtre des deux groupes en Europe et en Amérique du Sud.

En 2010, ces activités en Europe et en Amérique du Sud ont généré un chiffre d'affaires consolidé de 895 millions d'euros et un EBITDA de 115 millions d'euros.

Ce projet sera soumis à l'approbation des autorités compétentes, et notamment à celle des autorités de la concurrence. Par ailleurs, il fait l'objet d'un processus d'information et de consultation des instances représentatives du personnel.

Cession des activités Plâtre en Australie

Le Groupe a annoncé le 22 juillet 2011 la cession de ses activités Plâtre en Australie, pour un montant d'environ 120 millions d'euros.

En 2010, les activités plâtre en Australie ont généré 13 millions d'euros d'EBITDA.

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Lafarge et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 27 juillet 2011,

Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance

Bruno Lafont
Président-Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de la société Lafarge S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 juillet 2011

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG AUDIT

Frédéric Gourd

Pascal Pincemin

Christian Mouillon

Nicolas Macé